

Annette Desmarais

LA VÍA CAMPESINA

UNE RÉPONSE PAYSANNE À LA CRISE ALIMENTAIRE

Préface de José Bové



Paysan, ce n'est pas une profession, ce n'est pas un métier, c'est un mode de vie.

Aux quatre coins de la planète, les paysans se sont toujours mobilisés pour défendre leurs communautés et conserver leurs cultures. À partir du milieu du XVII^{ème} siècle l'industrie naissante en Grande Bretagne a eu un besoin croissant de main d'oeuvre pour faire tourner les filatures, alimenter les premières machines à vapeur, creuser les galeries des mines de charbon. L'élite économique de l'époque va se donner les moyens de faire sortir les paysans des campagnes pour les transformer en mineurs, en ouvriers métallurgistes, en petites mains des métiers à tisser.

La révolution industrielle qui se met en place est violente. Elle arrache des centaines de milliers de familles à la terre et les précipite dans des villes insalubres qui voient leurs populations exploser. C'est une transformation radicale, lourde de conséquences. Les paysans, producteurs d'aliments, sont transformés en quelques décennies en consommateurs dépendants d'un salaire pour payer leur nourriture et d'un système global d'approvisionnement. En 1820, il ne restait plus qu'une personne sur cinq vivant de l'agriculture au Royaume-Uni. De rurale, l'Angleterre était urbaine et salariée. La société humaine avait tourné une page. Cette mutation servira de modèle à tous les gouvernements occidentaux qui suivront. Le reste de l'Europe continentale a mis plus d'un siècle pour rattraper son soi-disant retard. À la fin des années 1950, la France gardait toujours un caractère profondément rural. Une personne sur deux dans notre pays était paysan. L'Europe des six, puis la Communauté européenne ont mis en place une politique agricole commune dont une des finalités, certainement la moins explicite, était de fournir la main d'oeuvre réclamée par les usines des « trente glorieuses ». En cinquante ans, la paysannerie de nos régions a été laminée.

Le système économique capitaliste a transformé des millions d'Américains et d'Européens en consommateurs captifs de l'industrie agro-alimentaire et dépendants à 100 % du salaire qu'ils parviennent à se procurer pour remplir leurs placards et leurs frigidaires. Les paysans, qui produisaient en premier lieu pour nourrir leur famille et les villes et villages environnants, ont disparus. Disparue également la forme réelle d'autonomie qu'ils avaient su conserver face à l'économie de marché où tout s'achète et tout se vend. Les nouveaux salariés obéissent maintenant aux injonctions de leurs supérieurs hiérarchiques dans un système productif qui n'a rien de démocratique et plus rien d'autonome. Gardons-nous d'idéaliser ! La vie dans les campagnes était dure ; le travail physique, souvent pénible. Les périodes de disettes et de vaches maigres n'étaient pas rares, loin s'en faut. Cependant, la misère était moins violente et moins répugnante que dans les immenses bidonvilles qui ceinturent aujourd'hui les mégapoles gigantesques du sud.

Les dirigeants occidentaux ou occidentalisés, formatés par le capitalisme ou par le communisme, ont une vision simpliste et affligeante du développement des sociétés. Ils jugent leur degré d'avancement à leur taux de population agricole. Plus ce chiffre est bas, plus les États sont considérés comme étant « avancés » ou « développés ». L'avenir de l'humanité semble se trouver uniquement dans les usines et dans les bureaux, les villes et les supermarchés. Le mode de vie paysan, frugal et autonome est raillé. La simplicité est confondue avec la pauvreté ; elle doit donc être combattue. La consommation sert de mètre étalon pour juger du bonheur et du bien-être des populations.

L'agriculture industrielle, qui s'est substituée à l'agriculture paysanne et familiale dans les régions du nord, laisse entrevoir un visage de moins en moins sympathique. Dans son sillage, la biodiversité disparaît, les variétés végétales cultivées, conservées et améliorées par des générations de paysannes et de paysans s'évanouissent. Les races animales rustiques, adaptées à des terroirs et des conditions géographiques cèdent le pas à des machines à lait comme les vaches Holsteins ou à des fixateurs de protéines végétales comme les poulets hybrides. Les immenses étendues de monocultures favorisent le développement des insectes parasites et des maladies que seules des molécules chimiques polluantes et rémanentes peuvent endiguer. La spécialisation des régions, certaines centrées sur l'élevage hors-sols, les autres sur la production intensive de matières végétale, entraîne un appauvrissement des sols, et crée les conditions pour une érosion qui affecte des millions d'hectares. Les nappes phréatiques polluées par les pesticides s'assèchent.

L'agriculture moderne est indémodablement productiviste. Tout ce qui ne lui sert pas à augmenter ses rendements est considéré comme inutile. L'eau des rivières n'est disponible que pour irriguer des millions d'hectares de cultures industrielles. Les poissons attendront les premières pluies de l'automne. Le pétrole est indispensable pour faire tourner des machines de plus en plus grandes, pour générer l'azote nécessaire à la croissance fulgurante et à l'appétit des plantes hybrides, pour transporter les produits agricoles d'un bout de la planète à l'autre.

Les destructions sociales et environnementales générées par l'agriculture industrielle ne peuvent plus être balayées sous le tapis. Elles sont devenues un des dangers qui guettent nos sociétés. Plus grave encore, la technologie et le libéralisme économique ne sont pas parvenus à endiguer le fléau de la faim et de la malnutrition. Malgré les promesses de l'Organisation mondiale du commerce, celles des chefs d'État des puissances occidentales et des dirigeants des multinationales, le nombre de personnes souffrant de malnutrition augmente chaque année.

Ce constat d'échec a été dressé par des organisations paysannes aux quatre coins de la planète depuis des décennies. Il les a poussées à se rencontrer, à réunir leur force et à créer un mouvement international, La Vía Campesina, capable de remettre en cause le modèle de développement économique imposé par la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'OMC. C'est ce que décrit dans ce livre Annette Desmarais.

Née en 1992 d'une rencontre organisée en Amérique centrale, La Vía Campesina a pris une place incontournable au sein des organisations de la société civile internationale. En moins de 15 ans, La Vía Campesina a réussi à devenir une Internationale Paysanne, indépendante des idéologies politiques occidentales et des appartenances religieuses. Elle fédère des organisations paysannes originaires des pays du nord et des pays du sud, qui ne se perçoivent pas comme des antagonistes mais au contraire se voient comme des alliés et des activistes de la même cause. Les paysans, qu'ils soient de Belgique, du Mali, de Bolivie, ou d'Indonésie, se retrouvent dans une critique du productivisme agricole et dans une défense de la production agricole familiale et paysanne. La Vía Campesina a, pour la première fois dans l'histoire, donné une voix globale aux mouvements paysans et ruraux de la planète. Annette Desmarais montre comment cette expression s'est bâtie peu à peu, à partir des convictions et des idées des paysannes et des paysans eux mêmes, ceux dont la parole avait trop souvent été accaparée par des gouvernants, des tech-

nocrates, des ONG ou des partis politiques qui s'exprimaient en leur nom et à leur place pour leur imposer un avenir dont ils ne voulaient pas.

L'apparition de La Vía Campesina sur la scène internationale est un phénomène de première importance, dont il est difficile d'évaluer les conséquences aujourd'hui. Les paysannes et les paysans de la planète représentent toujours plus de 60 % de la population mondiale. Les luttes qu'ils ont décidé de mener sont avant tout des luttes politiques et sociales. Ils revendiquent un juste usage des biens communs que sont la terre, l'eau et les semences. Ils exigent que les politiques commerciales internationales arrêtent d'enrichir une minorité d'actionnaires mais soient pensées pour permettre une amélioration réelle des conditions de vie dans les campagnes et dans les zones rurales. Ils proposent un projet global : la souveraineté alimentaire qui permettra aux États de protéger leur secteur agricole, pourvu que les mesures adoptées ne se fassent pas aux dépens des populations rurales d'autres pays.

La Vía Campesina refuse la privatisation du vivant, l'appropriation des espèces animales et végétales par des multinationales ou par des États et demande une reconnaissance des savoirs indigènes et paysans. La Vía Campesina va encore plus loin dans son radicalisme. La non-violence active est une valeur centrale de son action. Les nombreuses organisations qui la composent n'hésitent pas à manifester, à occuper des terres, à arracher des plantes transgéniques ou à bloquer des importations, mais ne cèdent jamais à la tentation de recourir aux armes et aux actions de guérillas pour atteindre les objectifs qu'elles se sont fixées. Dans un nombre important de pays où les inégalités sociales sont phénoménales et où les gouvernements sont tout sauf démocratiques, cette attitude ne va pas de soi. Chaque année, des compagnons de luttes, femmes et hommes, sont arrêtés et emprisonnés, d'autres sont assassinés par l'armée, la police, ou des pistoleros, des hommes de main sans scrupules, et chaque année, d'autres femmes et d'autres hommes sortent de l'ombre et de l'anonymat, pour prendre leur place et poursuivre la lutte pour la dignité. Cet engagement quotidien et déterminé force le respect et offre une bouffée d'espoir.

Annette Desmarais, proche des femmes et des hommes auxquels elle prête sa plume, dresse un tableau détaillé et vivant de la naissance de « La Vía Campesina » et des premières années de cette organisation originale et motivante. Il nous revient, paysans et citoyens, d'accompagner ce mouvement pour imposer des choix de vie qui placent à nouveau la personne au coeur des préoccupations sociales, écologiques et économiques.

José Bové
Juillet 2008